



**Assemblée générale    Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/42/679

S/19228

22 octobre 1987

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-deuxième session

Point 46 de l'ordre du jour

QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-deuxième année

Lettre datée du 22 octobre 1987, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 22 octobre 1987 qui vous est adressée par M. Ozer Koray, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette  
lettre et de son annexe en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du  
point 46 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Ilter TURKMEK

ANNEXE

Lettre datée du 22 octobre 1987, adressée au Secrétaire général  
par M. Ozer Koray

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre qui vous est adressée par S. E. M. Rauf R. Denktas, Président de la République turque de Chypre-Nord (voir appendice).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant,

(Signé) Ozer KORAY

APPENDICE

Lettre datée du 22 octobre 1987, adressée au Secrétaire général  
par M. Rauf R. Denktas

J'ai l'honneur de me référer à la déclaration faite par M. Kyprianou à l'Assemblée générale le 9 octobre 1987 1/ et de porter à l'attention de Votre Excellence les vues mûrement réfléchies de la partie chypriote turque sur le fond de sa déclaration.

Je tiens à faire remarquer, dès le départ, que la teneur de la déclaration de M. Kyprianou n'a pas été une nouveauté pour nous. Nous avons entendu tout cela précédemment. La déclaration n'a comporté aucun élément nouveau, encore qu'elle ait surpassé les précédentes en duplicité et en effronterie.

Il ressort à l'évidence de la déclaration de M. Kyprianou que sa position n'a nullement changé et qu'il n'y a pas trace de la moindre approche positive de la part de la partie chypriote grecque à l'égard des efforts que vous avez déployés en vue du règlement du différend sur une base convenue. Il devient difficile, même pour moi, de rester optimiste devant une attitude aussi inconsiderée, totalement intransigente et arrogante. Qui plus est, M. Kyprianou et la partie chypriote grecque semblent résolus à réduire à néant tout le bon travail et tous les progrès que vous nous avez si laborieusement aidé à faire par l'entremise de la mission de bons offices qui vous a été confiée par la résolution 367 (1975) du Conseil de sécurité. Pis encore, M. Kyprianou compte pour arriver à ce résultat tragique à partir de la tribune de l'Assemblée générale, dont certains membres ne sont peut-être pas entièrement conscients des desseins secrets qu'il nourrit.

Je saisis cette occasion de rappeler à nouveau à M. Kyprianou, le dirigeant de la partie chypriote grecque, que nul n'a jamais pensé que le conflit de Chypre qui remonte à 1963 et dont les origines sont désormais bien connues et répertoriées dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pourrait être résolu au moyen de discours prononcés périodiquement à la tribune de l'Assemblée générale. Aujourd'hui, près d'un quart de siècle plus tard, cela est plus vrai que jamais. Ce stade est largement dépassé. Les événements des 25 dernières années interdisent ne fût-ce que d'envisager une telle tactique.

Les raisons pour lesquelles tout nouveau recours abusif à l'Assemblée générale ne peut procéder que de mauvais desseins et ne doit pas être toléré sont certainement évidentes pour tout esprit non prévenu. Le Secrétaire général est chargé de la mission de bons offices que lui a confiée le Conseil de sécurité dans sa résolution 367 (1975) et qu'il a réaffirmée encore dans des résolutions postérieures. Depuis 12 ans, cette mission est le mécanisme le plus efficace et le plus valable de la recherche d'un règlement pacifique à Chypre. Le conflit chypriote, qui est d'ordre intercommunautaire, appelait une telle procédure et s'y prêtait. Les deux accords de haut niveau conclus en 1977 et 1979 par les dirigeants chypriotes turcs et chypriotes grecs, qui ont posé que l'objectif était d'instaurer une république fédérative à Chypre et ont défini les paramètres d'une éventuelle solution fédérale, n'ont pu être réalisés qu'avec l'aide et grâce aux efforts du Secrétaire général, agissant dans le cadre de sa mission de bons offices. Les idées et les principes de base consacrés dans ces accords ont été réaffirmés en 1980 dans la déclaration liminaire du Secrétaire général, dans

laquelle celui-ci a déclaré que les deux parties avaient réaffirmé qu'elles étaient en faveur d'une solution fédérale de l'aspect constitutionnel et d'une solution bizonale de l'aspect territorial du conflit. Les deux parties ont tenu des pourparlers entre 1980 et 1983 sous les auspices du Secrétaire général. Depuis août 1984, vous avez lancé une nouvelle initiative, toujours dans le cadre de votre mission, qui a commencé par les "Propositions de travail de Vienne" et qui a abouti au "Projet d'accord-cadre" du 29 mars 1986 qui, selon vos propres termes, constitue "le cadre approprié pour négocier un règlement juste et durable du problème de Chypre".

Au surplus, la procédure prévue dans ce projet fait partie intégrante du texte et vise, selon vos dires encore, à "aborder sérieusement et de façon décisive toutes les questions en suspens", considérées comme formant un tout indivisible.

La partie chypriote turque, faisant confiance à votre vision éclairée de la situation, à votre compétence et aux assurances que vous avez données, et animée du désir d'aboutir à une solution équitable négociée sur une base convenue, a accepté le Projet d'accord-cadre avec la diligence qui la caractérise.

Le fait que, dans sa déclaration devant l'Assemblée générale, M. Kyprianou ait passé sous silence les accords de haut niveau dont je viens de parler et le Projet d'accord-cadre, et qu'il n'ait évoqué les négociations intercommunautaires qu'en termes négatifs, mérite d'être relevé et devrait, enfin, dessiller quelque peu les yeux de ceux qui sont ardemment convaincus de ses "bonnes intentions".

Le Projet d'accord-cadre reprend le détail des paramètres d'un règlement général de la question chypriote, qui ont fait l'objet de négociations longues et difficiles, à la fois au niveau le plus élevé et au niveau technique; c'est pourquoi, malgré tout ce qu'ont pu entreprendre les Chypriotes grecs pour l'éluder, sans compter leurs tactiques de diversion, ce document restera à l'évidence la seule base rationnelle de toute négociation qui pourra avoir lieu entre les deux parties.

Je dois m'empresseur d'ajouter que la partie chypriote turque ne participera à rien qui viserait, sous quelque travestissement que ce soit, à modifier ce cadre de règlement, aboutissement de pourparlers prolongés et approfondis, en raison de l'absence de volonté politique ou des caprices de M. Kyprianou.

J'ajouterai encore que la partie chypriote turque compte que vous-même et l'Assemblée générale repérez et signalerez sans tarder la partie qui, ces derniers temps, a délibérément mis en avant à la table de négociation des conditions préalables et de prétendues "questions prioritaires", allant exactement à l'encontre de votre idée d'"ensemble intégré" et de l'esprit même des négociations.

Le but que poursuit la partie chypriote grecque est évident, à nos yeux en tout cas. Il s'agit pour elle de provoquer une conclusion, non pas sur une base convenue, mais en des termes qui renforceront la supériorité politique qu'elle a usurpée sur l'île face à la partie chypriote turque. Quant à nous, nous sommes résolus à empêcher une telle éventualité. Nous espérons sincèrement que la

communauté mondiale jugera elle aussi que les visées chypriotes grecques vont à l'opposé des louables efforts que vous faites pour restaurer un Etat où il y aurait association entre les deux peuples chypriotes.

Permettez-moi de profiter de l'occasion pour dissiper les doutes que certains esprits entretiennent peut-être encore. Varosha est une zone qui se trouve sur le territoire de la République turque de Chypre-Nord, soumise au contrôle et à la juridiction du seul gouvernement de la République turque de Chypre-Nord; à ce titre, la question de Varosha devrait être considérée comme une affaire locale. Cela dit, je tiens à ce que l'on sache que la question de Varosha a offert à l'hypocrisie et à la duplicité de la partie chypriote grecque l'occasion d'atteindre leur point culminant. Dans sa déclaration, M. Kyprianou a longuement traité de Varosha comme s'il s'agissait d'un sujet distinct, se démarquant ainsi de la position qu'il soutenait jusque-là et dans laquelle il s'obstinait en dépit des offres et propositions répétées que lui avait faites la partie chypriote turque.

Vous n'aurez pas oublié les nombreuses fois où la partie chypriote turque a présenté des propositions constructives sur la réinstallation à Varosha sous les auspices des Nations Unies. Il faut également rappeler que ces offres répétées ont été cavalièrement rejetées par la partie chypriote grecque. Qui plus est, à certains moments des négociations, la question de Varosha est devenue un élément d'une série de "mini-solutions" proposées par le Secrétariat de l'ONU. Cependant, il est également établi que la partie chypriote grecque n'a manifesté aucun intérêt pour le règlement de la question par de telles formules.

Depuis 1981 et l'ensemble complet de propositions que la partie chypriote turque a présenté cette année-là, la question de Varosha est un élément d'un règlement général et global de la question chypriote et est traitée comme telle. Le fait qu'elle soit restée, tout au long de votre dernière initiative lancée en 1984, un élément d'un règlement d'ensemble ne fait que corroborer davantage ce que je viens de dire du déroulement des négociations intercommunautaires sur ce point. Je saisis cette occasion d'insister encore une fois sur le fait que la question de Varosha, comme toutes les autres, fait partie intégrante et est indissociable d'un règlement global et qu'il est impossible de la traiter à part. S'appesantir sur la question de Varosha, prise isolément, est non seulement hypocrite, mais peut être aussi un leurre.

Pour terminer, permettez-moi de souscrire à l'avis que vous avez exprimé dans votre dernier rapport annuel à l'Assemblée générale, à propos de la nécessité de relancer les négociations : "L'enjeu est en fait la constitution d'une République fédérale de Chypre, non alignée, qui jouisse de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale, comme prévu dans les accords de haut niveau de 1977 et 1979 2/."

Telles sont les bases, développées dans le Projet d'accord-cadre du 29 mars 1986, auxquelles la partie chypriote turque reste attachée et, même s'il est bien tard, je lance un appel à l'autre partie pour qu'elle reconsidère la position négative qu'elle a adoptée à l'égard de ce texte et de votre mission de bons offices, dont elle cherche à amoindrir les effets par de nouvelles manoeuvres inacceptables et vouées à l'échec.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de son ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Notes

1/ Voir A/42/PV.32.

2/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 1 (A/42/1).

-----